

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Environnement, de la Politique de l'eau, de la Rénovation, de la Conservation de la nature et de la Propreté publique de la Région de Bruxelles-Capitale, le 25 juillet 1997, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "organique de la rénovation d'immeubles isolés des communes et des centres publics d'aide sociale", a donné le 7 janvier 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 25 juli 1997 door de Minister van Leefmilieu, Waterbeleid, Renovatie, Natuurbehoud en Openbare Netheid van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende organisatie van de vernieuwing van afzonderlijke onroerende goederen van de gemeenten en van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn", heeft op 7 januari 1998 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE

Une question préalable se pose, celle de la détermination du champ d'application de l'arrêté en projet.

Selon son intitulé il a pour objet "la rénovation d'immeubles isolés".

Mais l'article 1er dispose que les subventions peuvent être octroyées non seulement pour "la rénovation d'immeubles isolés, insalubres ou fonctionnellement inadaptés", mais aussi pour "la démolition suivie de la reconstruction immédiate d'immeubles souffrant d'insalubrité ou menaçant ruine". On relève qu'en ce qui concerne ces derniers, il n'est pas précisé que ces immeubles doivent être isolés.

L'article 2 définit ce qu'il y a lieu d'entendre par "immeubles isolés"; il s'agit de "l'ensemble des bâtiments, cours et jardins, situés sur une seule parcelle cadastrale" ou encore d'"un ensemble d'immeubles contigus".

Il peut paraître singulier que les immeubles isolés doivent s'entendre chaque fois d'un "ensemble" de biens immeubles. Il est tout aussi curieux que, dans le premier cas, l'ensemble des bâtiments doit être situé sur une seule parcelle cadastrale, alors que cette notion de parcelle cadastrale peut, dans certaines hypothèses, être privée de toute pertinence par rapport à l'objectif poursuivi et que, dans le second cas, l'ensemble peut porter sur un ou plusieurs immeubles sans aucune limitation.

.../...

Les auteurs de l'arrêté en projet devront, à la lumière de cette observation générale, mieux définir le champ d'application de celui-ci.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

1. Il convient de remplacer les quatre premiers alinéas du préambule par l'alinéa suivant :

"Vu le Code du logement, notamment l'article 114, inséré par la loi du 25 mars 1981;"

2. Il convient d'inverser l'ordre des alinéas 5 et 6, devenant les alinéas 2 et 3, et de remplacer les mots "l'avis du Ministre du Budget" par les mots "l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 août 1997;"

3. Dans le proposant, il faut écrire "Sur la proposition".

Dispositif

1. La numérotation des chapitres se fait en chiffres romains cardinaux sauf pour le "Chapitre premier". Il est également suggéré de remplacer les deux points par un point.

.../...

2. Le projet recourt fréquemment, et souvent à tort, à l'emploi de la majuscule. Il est proposé d'utiliser la minuscule pour les termes suivants : ministre, commune, centre public d'aide sociale.

Article 1er

1. Le premier article doit être numéroté en chiffre ordinal. On écrira donc "Article 1er".

2. De l'accord de la déléguée du ministre, les mots "et sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 9 septembre 1993 portant modification du Code du Logement pour la Région de Bruxelles-Capitale et relative au secteur du logement social", étant inutiles, seront omis.

Article 2

1. La définition du ministre peut être omise.

2. Aux articles 3, 4, 6, § 1er, 7, et 10, le projet utilise tantôt le terme "avant-projet", tantôt le terme "projet". Il convient soit de préciser ce qu'on entend par l'un et par l'autre s'il s'agit de termes distincts, soit de remplacer simplement le mot "avant-projet" par le mot "projet".

.../...

Article 4

1. De l'accord de la déléguée du ministre, les alinéas 2 et 3 seraient plus clairement rédigés comme suit :

"La convention fixe l'intervention de la Région de Bruxelles-Capitale. Elle porte notamment sur les conditions d'octroi de la subvention, les modalités de sa liquidation et les modalités particulières d'exécution du projet. Elle comporte également toute autre condition jugée utile par le ministre.

En cas de force majeure, le ministre peut prolonger la durée de la convention pour une durée maximale de cinq ans."

2. De l'accord de la déléguée du ministre, le quatrième alinéa sera inséré dans le Chapitre IV dont il constituera l'article 11. La numérotation sera revue en conséquence.

Article 5

1. Compte tenu des explications fournies au Conseil d'Etat, l'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 5 La convention visée à l'article 4 peut porter sur des mesures conservatoires déjà prises, à condition qu'elles l'aient été avec l'accord exprès et préalable du ministre ou de son délégué."

.../...

2. A l'alinéa 2, il convient d'écrire "tout autre champignon parasite".

Article 6

Cet article appelle les observations suivantes :

1. La division en paragraphes ne se justifie pas, chacun de ceux-ci ne comportant qu'un alinéa, et il y a lieu de remplacer la division en a), b), etc. par 1°, 2°, etc.

2. Au paragraphe 2, b), devenant l'alinéa 2, 2°, il faut remplacer les tirets par une subdivision en a), b), etc. et rédiger comme suit cette disposition :

"2° avoir acquis le ou les immeubles concernés de la manière suivante :

- a) par application de l'arrêté de l'Exécutif du 19 juillet 1990 relatif à l'acquisition par les communes d'immeubles abandonnés;
- b) par transfert de biens régionaux aux communes;
- c) par don ou par legs d'immeubles aux communes ou aux centres publics d'aide sociale."

.../...

3. Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, il convient de préciser la durée des obligations incombant aux communes et au centres publics d'aide sociale, obligations énumérées sous a) à e) du projet, devenant les 1^o à 5^o, et sous le 7^o.

Sous réserve de cette observation, le texte pourrait être rédigé comme suit :

"Pour pouvoir bénéficier de l'une des subventions visées aux alinéas 1er et 2, la commune ou le centre public d'aide sociale doit également :

- 1^o affecter principalement le ou les immeubles concernés à du logement assimilé à du logement social, aux conditions fixées au 3^o et 5^o;
- 2^o réserver par priorité l'occupation des logements et autres locaux rénovés ou reconstruits aux personnes qui les occupaient avant la rénovation ou la démolition suivie de la reconstruction, ou procurer à ces personnes un logement de remplacement répondant aux normes de salubrité, arrêtées en vertu de l'article 2 du livre III, titre VIII, chapitre II, section II, du Code civil;
- 3^o en dehors des cas visés au 2^o, donner en location des logements et autres locaux rénovés ou reconstruits aux personnes qui répondent aux conditions de revenus du logement social, arrêtées en vertu de l'article 4 de l'ordonnance du 9 septembre 1993 portant modification

.../...

du Code du Logement pour la Région de Bruxelles-Capitale et relative au secteur du logement social;

- 4° ... (la suite comme au projet);
- 5° donner en location les logements à des loyers initiaux annuels établis à une valeur située entre 2 et 5 p.c. du coût total des travaux réalisés visés à l'article 7, alinéa 1er (1);
- 6° lorsque le projet de rénovation ou de démolition suivi de reconstruction immédiate est estimé à plus de cent millions de francs, travailler avec un bureau expert de contrôle des prix;
- 7° affecter les recettes et loyers provenant de la rénovation à des opérations de même type, au remboursement des emprunts contractés aux fins de rénovation ou de reconstruction ou à l'entretien des immeubles rénovés ou reconstruits."

4. En ce qui concerne le g), on constate que les textes français et néerlandais divergent. En outre, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas clairement ce que les auteurs du projet entendent par "déléguer la maîtrise de l'ouvrage" (en néerlandais, "de opdracht voor eigen rekening afstaan").

(1) Ce texte a reçu l'accord de la déléguée du ministre.

Article 7

1. A l'alinéa 1er, 1º, il y a lieu de supprimer les mots "visés aux alinéas suivants".

2. Aux 1º, 2º et 3º, du même alinéa, de l'accord de la déléguée du ministre, les mots "décomptes contractuels" doivent être omis.

3. Enfin, le Conseil d'Etat relève une contradiction entre les articles 7 et 8, dans la mesure où l'article 7 prend en compte, tant au 1º qu'au 2º et 3º, les "taxes" y compris la T.V.A., alors qu'à l'article 8 il est question d'une "quotité forfaitaire de quarante p.c." qui est destinée à couvrir, notamment, la T.V.A..

Cette contradiction doit être levée.

4. A l'alinéa 2, il est proposé de remplacer les mots "ne sont pas subventionnables" par les mots "ne peuvent être subventionnées".

Article 9

On remplacera la division en 1., 2., etc., par 1º, 2º, etc.

.../...

Cette observation vaut également pour l'article 10.

Article 10

Au A., 2., devenant 2°, il y a lieu d'écrire in fine "... sont fixés par la convention visée à l'article 4;".

Article 11 (du projet)

Cette disposition prévoit que les conventions relatives aux biens rénovés ou reconstruits doivent être approuvées par le ministre.

Cet article institue de la sorte une forme de tutelle. Il n'existe aucun fondement légal à cette disposition, laquelle doit dès lors être omise.

Tout au plus peut-on admettre que ces conventions doivent être communiquées, pour information, au ministre afin de lui permettre de vérifier le respect des conditions d'octroi de la subvention.

En ce dernier cas, il y aurait lieu de fixer un terme à cette obligation de communiquer lesdites conventions.

.../...

Articles 13 et 14 (du projet)

1. Tant à l'article 13 qu'à l'article 14, il est prévu que la Région récupère "d'office" tantôt "le montant des subventions allouées, adapté en fonction de l'indice des prix de la construction à dater de l'arrêté du Gouvernement d'octroi", tantôt "le produit de la vente des terrains et des constructions, à concurrence du montant total des subventions accordées".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas quelle peut bien être la signification des mots "d'office".

L'explication fournie par la déléguée du ministre, à savoir que "pratiquement c'est la Région qui récupère d'office les montants", n'en est pas une : elle se contente de paraphraser la disposition examinée.

Les mots "d'office" doivent dès lors être omis.

2. De l'accord de la déléguée du ministre, ces deux dispositions seront reprises dans un chapitre VI nouveau, intitulé : "Sanctions". Le chapitre 6 actuel deviendra le chapitre VII.

3. Compte tenu de la remarque formulée sur l'article 6, il convient de remplacer respectivement les mots "l'article 6 § 3 a), b), c), et e)," et les mots "l'article 6, § 3 d)," par les mots "l'article 6, alinéa 3, 1^o à 3^o et 5^o," et par les mots "l'article 6, alinéa 3, 4^o,".

.../...

Article 16 (du projet)

Il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Art. ... Les demandes de subventions introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumises aux dispositions de l'arrêté royal visé à l'article ...".

Observation finale

Le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple quelques propositions de texte sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

ALGEMENE OPMERKING

In de eerste plaats rijst de vraag wat de werkingssfeer van het ontworpen besluit is.

Volgens het opschrift van het ontworpen besluit heeft het betrekking op "de vernieuwing van afzonderlijke onroerende goederen".

Krachtens artikel 1 kunnen subsidies echter niet alleen worden verleend voor "de vernieuwing van afzonderlijke, ongezonde of functioneel onaangepaste onroerende goederen", doch ook voor "de sloop gevolgd door de onmiddellijke heropbouw van onroerende goederen die ongezond of bouwvallig zijn". Wat de laatstgenoemde categorie betreft, wordt niet bepaald dat die onroerende goederen "afzonderlijk" moeten zijn.

In artikel 2 wordt gedefinieerd wat onder "afzonderlijk onroerend goed" moet worden verstaan : "het geheel van gebouwen, binnenplaatsen en tuinen, gelegen op één enkel kadastraal perceel" of nog "een geheel van aanpalende onroerende goederen".

Het kan vreemd lijken dat een "afzonderlijk onroerend goed" steeds als "een geheel" van onroerende goederen wordt gedefinieerd. Het is al even verbazingwekkend dat in het eerste geval het geheel van gebouwen op één enkel kadastraal perceel moet zijn gelegen, terwijl dat begrip van kadastraal perceel in sommige gevallen volkomen irrelevant is voor het nagestreefde doel, en dat, in het tweede geval, het geheel uit één of uit meer onroerende goederen kan bestaan, zonder enige beperking.

.../...

In het licht van deze algemene opmerking moeten de stellers van het ontworpen besluit de werkingssfeer van dat besluit nauwkeuriger definiëren.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

1. De eerste vier leden van de aanhef behoren te worden vervangen door het volgende lid :

"Gelet op de Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 114, ingevoegd bij de wet van 25 maart 1981;".

2. Het vijfde en het zesde lid dienen respectievelijk het derde en het tweede lid te worden en de woorden "het advies van de minister van Begroting" dienen te worden vervangen door de woorden "het akkoord van de Minister van Begroting van 13 augustus 1997;".

3. In het voordrachtformulier schrijve men "... tot wiens bevoegdheid de stadsvernieuwing behoort,".

.../...

Bepalend gedeelte

1. Hoofdstukken worden met hoofdtelwoorden in Romeinse cijfers genummerd. Voorts wordt voorgesteld de dubbelepunt te vervangen door een punt.

2. In het ontwerp worden vaak en meestal ten onrechte hoofdletters gebruikt. Er wordt voorgesteld de volgende woorden met een kleine letter te schrijven : minister, openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, middelenbegroting.

Artikel 1

1. Men schrijve "Artikel 1" voluit.

2. De woorden "en onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 9 september 1993 tot wijziging van de Huisvestingscode voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en betreffende de sector van sociale huisvesting" behoren als overbodig te vervallen. De gemachtigde van de minister is het daarmee eens.

Artikel 2

1. De definitie van de minister kan vervallen.

.../...

2. In de artikelen 3, 4, 6, § 1, 7 en 10 van het ontworpen besluit komen zowel de termen "ontwerp", "voorontwerp" als "project" voor. Ofwel dient te worden gepreciseerd wat onder elk van die termen moet worden verstaan als het om verschillende begrippen gaat, ofwel dient het woord "voorontwerp" gewoon door een van beide andere woorden te worden vervangen.

Artikel 4

1. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het tweede en het derde lid als volgt duidelijker zouden zijn gesteld :

"In de overeenkomst wordt de grootte van de tegemoetkoming van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vastgesteld. De overeenkomst bevat inzonderheid de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie, de nadere regels voor de uitbetaling ervan en de bijzondere regels voor de uitvoering van het project. Ze bevat tevens elke andere voorwaarde die de minister dienstig acht.

In geval van overmacht kan de minister de looptijd van de overeenkomst met maximaal vijf jaar verlengen."

2. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het vierde lid als een nieuw artikel 11 in hoofdstuk IV moet worden ingevoegd. De nummering van de artikelen behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

.../...

Artikel 5

1. Gelet op de uitleg die aan de Raad van State is verstrekt, zou het eerste lid beter als volgt worden gesteld :

"Art. 5. De in artikel 4 bedoelde overeenkomst kan betrekking hebben op bewarende maatregelen die reeds getroffen zijn, op voorwaarde dat de minister of zijn gemachtigde daarmee vooraf uitdrukkelijk hebben ingestemd."

2. In het tweede lid dient te worden geschreven "en elke andere soort woekerzwam te bestrijden."

Artikel 6

Dit artikel geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen :

1. Een artikel behoort niet in paragrafen te worden onderverdeeld als elke paragraaf uit slechts één lid bestaat. Bovendien behoort de onderverdeling in a), b), enz. te worden vervangen door een onderverdeling in 1º, 2º, enz.

2. Paragraaf 2, b), die het tweede lid, 2º, wordt en waarin de streepjes moeten worden vervangen door een onderverdeling in a), b), enz., dient als volgt te worden gesteld :

.../...

"2° het onroerend goed of de onroerende goederen in kwestie hebben verkregen :

- a) met toepassing van het besluit van de Executieve van 19 juli 1990 betreffende de verkrijging door de gemeenten van verlaten gebouwen;
- b) door de overdracht van gewestelijke goederen aan de gemeenten;
- c) door schenking of legatering van onroerende goederen aan de gemeenten of de openbare centra voor maatschappelijk welzijn."

3. In paragraaf 3, die het derde lid wordt, moet worden aangegeven gedurende welke termijn de gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn moeten voldoen aan de hen opgelegde verplichtingen vermeld in de punten a) tot e) van de ontworpen bepalingen, die de punten 1° tot 5° worden, en in 7°.

Onder voorbehoud van die opmerking, zou de tekst als volgt kunnen worden gesteld :

"Om een van de subsidies bedoeld in het eerste en het tweede lid te kunnen genieten, moet de gemeente of het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn tevens :

- 1° het onroerend goed of de onroerende goederen in kwestie, volgens de voorwaarden gesteld in 3° en 5°, hoofdzakelijk bestemmen voor bewoning die met sociale huisvesting is gelijkgesteld;

.../...

- 2° de vernieuwde of heropgebouwde woningen of lokalen bij voorrang laten betrekken door de personen die ze vóór de vernieuwing of de sloop, gevolgd door de heropbouw bewoonden, ofwel aan deze personen een andere woning ter vervanging verschaffen die voldoet aan de normen inzake gezondheid, vastgesteld krachtens boek III, titel VIII, hoofdstuk II, afdeling II, artikel 2, van het Burgerlijk Wetboek;
- 3° buiten de gevallen bedoeld in 2°, vernieuwde of heropgebouwde woningen of lokalen verhuren aan personen die beantwoorden aan de voorwaarden inzake inkomen in het kader van de sociale huisvesting, vastgesteld krachtens artikel 4 van de ordonnantie van 9 september 1993 houdende de wijziging van de Huisvestingscode voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en betreffende de sector van de sociale huisvesting;
- 4° ... (zoals in het ontwerp);
- 5° de woningen verhuren tegen een jaarlijkse initiële huurprijs die begrepen ligt tussen de 2 en de 5 pct. van de totale kostprijs van de uitgevoerde werken bedoeld in artikel 7, eerste lid (1);
- 6° wanneer het project inzake vernieuwing of sloop gevolgd door onmiddellijke heropbouw op meer dan honderd miljoen frank wordt geraamd, samenwerken met een adviesbureau gespecialiseerd in prijsbewaking;

(1) De gemachtigde van de minister heeft met deze tekst ingestemd.

- 7° de ontvangsten en de huurgelden die voortkomen uit de vernieuwing gebruiken voor verrichtingen van dezelfde aard, voor het terugbetalen van leningen aangegaan met het oog op de vernieuwing of de heropbouw of voor het onderhoud van de vernieuwde of heropgebouwde onroerende goederen."

4. Wat onderdeel g) betreft, dient te worden vastgesteld dat de Nederlandse en de Franse tekst niet helemaal overeenstemmen. Voorts ziet de Raad van State niet goed in wat de stellers van het ontwerp verstaan onder "de opdracht voor eigen rekening afstaan" (in het Frans : "déléguer la maîtrise de l'ouvrage").

Artikel 7

1. In het eerste lid, 1°, behoren de woorden "in de volgende leden bedoelde" te vervallen.

2. In de onderdelen 1°, 2° en 3°, van hetzelfde lid moeten de woorden "contractuele verrekeningen" vervallen. De gemachtigde van de minister is het daarmee eens.

.../...

3. Ten slotte wijst de Raad van State op een tegenstrijdigheid tussen de artikelen 7 en 8, aangezien zowel in onderdeel 1^o als in de onderdelen 2^o en 3^o van artikel 7 rekening wordt gehouden met de "heffingen", met inbegrip van de B.T.W., terwijl in artikel 8 sprake is van "een vast bedrag ten belope van veertig p.c." ter dekking van onder meer de B.T.W..

Deze tegenstrijdigheid moet worden weggewerkt.

4. In het tweede lid schrijve men : "Het gedeelte of de gedeelten van ...".

Artikel 9

De onderverdeling in 1., 2., enz. dient te worden vervangen door een onderverdeling in 1^o, 2^o, enz.

Deze opmerking geldt tevens voor artikel 10.

Artikel 10

In A., 2., dat onderdeel 2^o wordt, schrijve men : "... waarvan het bedrag en de termijn worden vastgelegd bij de overeenkomst bedoeld in artikel 4;".

.../...

Artikel 11 (van het ontwerp)

Deze bepaling schrijft voor dat de overeenkomsten betreffende de vernieuwde of heropgebouwde goederen door de minister moeten worden goedgekeurd.

Door dat artikel wordt op die manier een soort van toezicht ingevoerd. Deze bepaling heeft geen enkele rechtsgrond en dient dan ook te vervallen.

In het beste geval kan worden aanvaard dat deze overeenkomsten ter informatie moeten worden toegestuurd aan de minister om hem in staat te stellen na te gaan of aan de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie is voldaan.

In dat geval zou voor de verplichting tot kennisgeving van die overeenkomsten een termijn moeten worden bepaald.

Artikelen 13 en 14 (van het ontwerp)

1. Zowel in artikel 13 als in artikel 14 wordt bepaald dat het Gewest "ambtshalve" overgaat tot de terugvordering van "de toegekende subsidies, aangepast aan de index der bouwprijzen vanaf de datum van het toekenningsbesluit van de Regering" en van "de opbrengst van de verkoop van de grond en de gebouwen, ten belope van het totaal bedrag van de (toegekende) subsidies".

.../...

De Raad van State ziet niet in wat met het woord "ambtshalve" wordt bedoeld.

De uitleg die de gemachtigde van de minister heeft verstrekt, namelijk "pratiquement c'est la Région qui récupère d'office les montants", voldoet niet, aangezien die uitleg de onderzochte bepaling alleen parafraseert.

Het woord "ambtshalve" behoort bijgevolg te vervallen.

2. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat die beide bepalingen moeten worden opgenomen in een nieuw hoofdstuk VI met als opschrift : "Straffen". Daardoor wordt het huidige hoofdstuk 6 hoofdstuk VII.

3. Gelet op de opmerking die over artikel 6 is gemaakt, dienen de woorden "artikel 6 § 3 a), b), c) en e)" en "artikel 6 § 3, d)" respectievelijk te worden vervangen door de woorden "artikel 6, derde lid, 1º tot 3º en 5º" en "artikel 6, derde lid, 4º".

.../...

Artikel 16 (van het ontwerp)

Er wordt voorgesteld dit artikel als volgt te redigeren :

"Art. Op de aanvragen om subsidie ingediend vóór de inwerkingtreding van dit besluit blijven de bepalingen van het koninklijk besluit vermeld in artikel ... van toepassing."

Slotopmerking

De Nederlandse tekst van het ontwerp is vatbaar voor verbetering. Bij wijze van voorbeeld worden hier enkele tekstvoorstellen gedaan :

- in artikel 1 dienen de woorden "die hiertoe in de gewestbegroting worden voorzien" te worden vervangen door de woorden "die daartoe op de gewestbegroting zijn ingeschreven";
- in artikel 2, b), schrijve men : "... te geven, met behoud van de belangrijkste bouwkundige elementen ervan.";
- in artikel 3 schrijve men : "... de minister of zijn gemachtigde"; deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp;

.../...

- artikel 4, eerste lid, dient als volgt te worden gesteld : "Een subsidie kan alleen worden toegekend wanneer tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente of het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een overeenkomst voor een maximumduur van vijf jaar is gesloten.";
- in de artikelen 5 en 6 dient het woord "vrijwaringsmaatregelen" te worden vervangen door de woorden "bewaurende maatregelen";
- artikel 17 dient als volgt te worden gesteld : "... is belast met de uitvoering van dit besluit.".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. X. DELGRANGE, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
Mme G. JOTTRAND, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitge-
bracht door de H. X. DELGRANGE,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opge-
steld en toegelicht door
Mevr. G. JOTTRAND, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN